



Les grands titres:

- Libéria : le Conseil de sécurité proroge de neuf mois l'embargo sur les armes
- L'ONU salue l'ouverture du procès de Bosco Ntaganda à La Haye
- L'OMS se mobilise dans le cadre du premier sommet mondial de lutte contre l'hépatite
- Syrie : l'UNRWA s'inquiète d'une épidémie présumée de typhoïde près de Yarmouk
- La FAO annonce un nouveau partenariat avec MasterCard pour lutter contre la faim
- Le XIVème Congrès forestier mondial aura lieu pour la première fois en Afrique, salue la FAO
- Tchad : l'ONU s'inquiète de la réintroduction de la peine de mort dans le pays
- Libye : l'envoyé de l'ONU annonce des résultats « tangibles » en faveur d'un accord politique

Libéria : le Conseil de sécurité proroge de neuf mois l'embargo sur les armes



2 septembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté mercredi à l'unanimité une résolution prorogeant de neuf mois l'embargo sur les armes imposé au Libéria depuis 2003.

Les membres du Conseil prorogent également dans ce texte, pour une période de 10 mois, le mandat du Groupe d'experts chargé de superviser le respect de l'embargo sur les armes dans le pays.

Saluant dans cette résolution les progrès constants que le Gouvernement libérien réalise dans la reconstruction du pays, le Conseil de sécurité décide de mettre fin aux mesures concernant les inscriptions sur les listes d'interdiction de voyage et de gel des avoirs.

Le Conseil considère cependant que, « malgré des progrès notables », la situation au Libéria continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région.

Les membres du Conseil décident par conséquent de reconduire, pour une période de neuf mois l'embargo sur les armes dans le pays et demande au Groupe d'experts créé en 2009 de lui présenter le 1er mai 2016 au plus tard un rapport final sur les éventuelles violations de l'embargo, les financements du trafic d'armes et les progrès du Gouvernement du Libéria pour surveiller et contrôler les armes et les frontières.

Le Conseil prie également le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, de prendre dès que possible les mesures administratives requises pour reconstituer le Groupe d'experts qui, du fait de l'allègement de son mandat, compte désormais un membre.

Le Conseil demande également à tous les États, y compris le Libéria, de coopérer pleinement avec le Groupe d'experts sur tous les aspects de son mandat.

Les membres du Conseil exhortent en outre le Gouvernement libérien à donner la priorité à « l'adoption rapide » de la législation sur la gestion des armes et des munitions, et à prendre toutes autres mesures en vue d'établir le cadre juridique et administratif requis pour lutter contre le trafic d'armes et de munitions.

Le Conseil des 15 membres affirme qu'il se tiendra prêt à modifier ces différentes mesures, y compris à les reconduire, les renforcer ou les lever, en fonction de la stabilisation de la situation au Libéria et dans la sous-région.

L'ONU salue l'ouverture du procès de Bosco Ntaganda à La Haye



Les personnes déplacées arrivent à Munigi, en République démocratique du Congo (RDC), fuyant des combattants fidèles à Bosco Ntaganda qui approchent de Goma, le 1er mars 2013. Photo:

MONUSCO/Sylvain Liechti

2 septembre - La Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Zainab Hawa Bangura, a salué l'ouverture mercredi du procès d'un ancien chef militaire de la République démocratique du Congo (RDC) au siège de la Cour pénale internationale (CPI), à La Haye.

Bosco Ntaganda, l'ancien chef d'état-major général adjoint des Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC), la branche armée de l' Union des Patriotes congolais, est accusé de 13 chefs de crimes de guerre et de 5 chefs de crimes contre l'humanité qui auraient été commis entre août 2002 et décembre 2003 dans le cadre d'un conflit armé en Ituri, dans le nord-est de la RDC. Parmi ces chefs d'inculpation figurent notamment le viol et l'esclavage sexuel.

« Ce procès devrait faire l'effet d'une piqure de rappel à tous les autres chefs militaires accusés d'actes similaires et démontrer que si la justice peut être retardée, elle ne sera pas entravée », a salué Mme Bangura.

L'ouverture de ce procès est une victoire pour les survivants des attaques sauvages qui auraient été perpétrées sous la direction militaire de M. Ntaganda et pour les familles de ces survivants et les défenseurs des droits humains qui se battent en leur nom, a ajouté la Représentante spéciale.

« Je tiens à féliciter la Procureure Fatou Bensouda et la CPI pour s'être saisies de cette importante affaire, et à féliciter aussi tous ceux qui ont contribué à traduire Bosco Ntaganda en justice », a-t-elle déclaré.

Le temps que durera le procès, Mme Bangura a appelé à soutenir et protéger les victimes, les témoins et les experts qui y prendront part.

« Leur courage et leur détermination à obtenir justice est une source d'inspiration pour nous au sein de la communauté internationale, alors que nous continuons à lutter ensemble pour éradiquer la violence sexuelle dans les conflits », a affirmé la Représentante spéciale.

A cet égard, Mme Bangura s'est félicitée de la décision prise jeudi par un tribunal militaire de la RDC de poursuivre 18 soldats et agents de police pour meurtres et viols dans le cadre de crimes commis à Kasindi, Mbau, Nobili et Kamango, des localités de la province orientale du Nord-Kivu.

« Je prie instamment le Gouvernement de la République démocratique du Congo d'assurer la pleine mise en œuvre du plan d'action des forces armées contre les violences sexuelles, de traduire systématiquement les coupables en justice et de réparer les victimes », a conclu la Représentante spéciale.

L'OMS se mobilise dans le cadre du premier sommet mondial de

Lutte contre l'hépatite



2 septembre - Les participants au premier sommet mondial de lutte contre l'hépatite, organisé en Ecosse, exhorteront les pays à élaborer des programmes nationaux pour éliminer l'hépatite virale, a déclaré mercredi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

« Nous savons comment prévenir l'hépatite virale, nous avons un vaccin sûr et efficace contre l'hépatite B et nous disposons maintenant de médicaments efficaces pour guérir l'hépatite C et maîtriser l'infection par le virus de l'hépatite B », a indiqué le Directeur du Programme mondial de lutte contre l'hépatite de l'OMS, Dr. Gottfried Hirnschall, dans un communiqué de presse.

« Pourtant l'accès au diagnostic et au traitement est insuffisant ou manque totalement dans de nombreuses régions du monde », a-t-il déploré.

Selon M. Hirnschall, ce premier sommet mondial, destiné à être reconduit chaque année, doit servir de prise de conscience pour établir une dynamique visant à prévenir, diagnostiquer, traiter et finalement éliminer l'hépatite virale en tant que problème de santé publique.

L'OMS estime en effet qu'environ 400 millions de personnes sont actuellement atteintes d'hépatite virale, dont 1,45 million meurent chaque année, ce qui en fait l'une des principales causes de mortalité dans le monde. Les hépatites B et C sont à l'origine d'environ 80% des cancers du foie, mais la plupart de ceux qui ont une hépatite virale chronique ignorent qu'ils sont porteurs de l'infection, a précisé l'agence.

Le sommet, coparrainé par l'OMS et la World Hepatitis Alliance et organisé à Glasgow sous l'égide du gouvernement écossais, a lieu du 2 au 4 septembre. Il s'agit de la première réunion mondiale de haut niveau s'intéressant spécifiquement à l'hépatite et rassemblant cette semaine des délégués de plus d'une soixantaine de pays. Leur objectif sera d'aider les pays à renforcer l'action pour la prévention des infections par les virus de l'hépatite virale et de veiller à ce que les sujets infectés bénéficient du diagnostic et du traitement.

Les responsables politiques, les groupes de patients, les médecins et d'autres parties prenantes assistant au sommet entendent notamment publier, a indiqué l'OMS, une déclaration pour souligner qu'ils croient à la possibilité d'éliminer l'hépatite virale et pour demander instamment aux gouvernements de collaborer avec l'agence, afin de définir et d'accepter des cibles mondiales pour la prévention, le diagnostic et le traitement.

L'OMS présentera durant ce sommet un nouveau manuel pour l'élaboration et l'évaluation des plans de lutte contre l'hépatite virale. Les responsables politiques et les autres parties prenantes discuteront également du projet OMS de stratégie mondiale du secteur de la santé sur l'hépatite virale, fixant des cibles pour l'horizon 2030.

Celles-ci visent une baisse de 90% du nombre des nouveaux cas d'hépatite B ou C chronique, une baisse de 65% du nombre de décès dus aux hépatites B et C et le traitement de 80% des personnes éligibles porteuses d'infections chroniques par les virus de l'hépatite B ou C.

La mise en place d'une action globale, avec des fonds suffisants, représente un défi pour de nombreux gouvernements confrontés à une forte charge des maladies liées à l'hépatite, a toutefois précisé l'OMS, ajoutant qu'en Afrique subsaharienne et en Asie orientale, les infections chroniques par le virus de l'hépatite B touchent entre 5% et 10% de la population.

Syrie : l'UNRWA s'inquiète d'une épidémie présumée de typhoïde près de Yarmouk



2 septembre - Face à de nouveaux cas présumés de typhoïde et de gale près du camp de Yarmouk, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a appelé les donateurs à accroître leur soutien financier pour aider les réfugiés palestiniens en Syrie.

Selon l'UNRWA, neuf nouveaux cas présumés de fièvre typhoïde et un cas de gale ont récemment été signalés à Yalda, une zone voisine du camp de Yarmouk dans laquelle beaucoup de réfugiés Palestiniens ont trouvé refuge.

Depuis le 1er avril, le camp de Yarmouk, situé dans une zone résidentielle de la banlieue de Damas, a en effet été le théâtre d'intenses combats entre groupes armés, prenant au piège les 18.000 réfugiés, dont 3.500 enfants, résidant au sein du camp.

L'Office de l'ONU, qui a établi un centre de santé à Yalda, fournit des soins de santé de base aux civils ayant fui le camp de Yarmouk et traite quotidiennement jusqu'à 330 patients, a déclaré l'agence.

Alors que les températures estivales élevées et les interruptions régulières d'eau et d'approvisionnement alimentaire continuent d'affecter Yarmouk, Yalda, et d'autres villes telles que Babila et Beit Saham, l'apparition de la fièvre typhoïde risque d'aggraver la situation déjà vulnérable des réfugiés, s'est inquiété l'UNRWA.

Tout en saluant l'aide des autorités syriennes dans la conduite de ses opérations humanitaires, l'Office a également noté qu'en raison des services de santé extrêmement limités sur place, il n'a pas actuellement la capacité de réagir à des épidémies majeures et de répondre aux besoins de santé d'urgence.

Pour faire face notamment à cette épidémie présumée de typhoïde et de gale dans la zone, l'UNRWA a appelé les pays donateurs à accroître leur soutien.

En effet, selon l'agence, seuls 31% des fonds demandés pour faire face à la crise syrienne en 2015 ont été reçus, alors que plus de 95 % des réfugiés palestiniens dépendent de l'ONU pour obtenir de la nourriture, de l'eau et des soins de santé.

La FAO annonce un nouveau partenariat avec MasterCard pour lutter contre la faim



Janvier 2015: Nyachot montre une poignée de grains de maïs, qui fait partie de la ration alimentaire qu'elle a reçue dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, où elle vit avec ses quatre enfants.

Photo: UNHCR/I. Charnetski

2 septembre - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé mercredi avoir conclu un accord avec l'entreprise américaine de systèmes de paiement MasterCard afin de créer une nouvelle alliance contre la faim.

Un accord de partenariat, paraphé dans la journée à Rome par le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, et le Vice-Président de MasterCard Walt MacNee, ouvrira la voie à une collaboration permettant d'élaborer des systèmes de paiement inclusifs au profit des petits agriculteurs et des familles pauvres, a salué l'agence de l'ONU dans un communiqué de presse.

« Ce partenariat montre vraiment que le secteur privé est un allié clé dans l'effort mondial pour instaurer un monde où la faim n'aura plus sa place, un monde faim zéro. La FAO est extrêmement fière de sa collaboration avec MasterCard qui aidera les petits agriculteurs à devenir économiquement indépendants en faisant progresser l'inclusion financière », a déclaré José Graziano da Silva.

La collaboration entre les deux organisations explorera notamment les moyens d'offrir des crédits ou de l'argent numérique

aux ménages pour s'acheter sur les marchés locaux des besoins de base et des intrants agricoles, a expliqué le Directeur général, précisant que cette initiative permettra de soutenir les économies locales en mettant des outils financiers à la disposition des communautés économiquement marginalisées.

Le premier bénéficiaire de cette alliance entre, d'un côté, l'expertise de MasterCard en matière de technologie des paiements et, de l'autre, la vaste expérience mondiale de la FAO dans la lutte contre la faim et la malnutrition, sera le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya.

Le camp accueille actuellement 170.000 réfugiés ayant fui la violence et les guerres dans les pays voisins. Les résidents du camp recevront des cartes prépayées qui leur permettront d'acheter du charbon de bois produit localement par la communauté d'accueil, charbon de bois certifié comme étant produit de manière durable et dans le respect de l'environnement, a précisé la FAO.

Le système est conçu pour améliorer les revenus des résidents de Turkana, réduire les tensions sociales entre résidents et réfugiés et soulager la pression sur l'environnement, a annoncé l'agence.

MasterCard apportera son expertise ainsi qu'une subvention de 100.000 dollars pour lancer les activités commerciales en équipant 1/240 ménages hôtes de fours de carbonisation améliorés et en offrant à 7 000 ménages de réfugiés des poêles à faible consommation énergétique et des crédits pour acheter 25 pour cent de leur besoins annuels de charbon.

Le XIVème Congrès forestier mondial aura lieu pour la première fois en Afrique, salue la FAO



Photo: FAO/Daniel Hayduk

2 septembre - La nécessité pour les gouvernements, la société civile et le secteur privé de stimuler l'investissement dans les forêts comme élément clé du développement durable sera le thème du XIVème Congrès forestier mondial, a annoncé mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Cette nouvelle édition du Congrès forestier mondial aura lieu à Durban, en Afrique du Sud, du 7 au 11 septembre 2015, et aura pour thème : « Les forêts et les peuples: investir dans un avenir durable ».

« Les participants discuteront des moyens de libérer le potentiel des forêts en vue de trois principaux objectifs: tirer les populations rurales de la pauvreté ; agir comme des zones tampons face au changement climatique ; inspirer de nouvelles technologies et produits renouvelables », a indiqué la FAO dans un communiqué de presse.

Environ 20 ministres et délégués ministériels du monde entier se joindront aux chefs d'agences nationales et internationales et à plusieurs milliers d'experts venus participer à ce Congrès qui a lieu tous les six ans, s'est félicité l'agence de l'ONU.

L'événement est hébergé cette année par la République d'Afrique du Sud avec le soutien de la FAO. C'est la première fois que le Congrès forestier mondial se tient sur le sol africain depuis sa création en 1926.

Tchad : l'ONU s'inquiète de la réintroduction de la peine de mort dans le pays



Photo ONU/Martine Perret

2 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé sa profonde préoccupation face à la reprise de la peine de mort au Tchad, qui n'avait pas été utilisée dans le pays depuis 2003.

Selon le HCDH, 10 personnes ont été fusillées par un peloton d'exécution samedi dernier au Tchad, après avoir été condamnées à mort en vertu de la nouvelle loi antiterroriste adoptée la veille par le pays. Il s'agit de la première fois que le Tchad utilise la peine capitale depuis 2003.

« L'utilisation de la peine capitale constitue une évolution regrettable allant à l'encontre des recommandations sur l'abolition de la peine de mort qui ont été acceptées par le Tchad au cours de son examen périodique universel au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en mars 2014 », a regretté mardi une porte-parole du HCDH, Cécile Pouilly, lors d'un point de presse à Genève. « Nous appelons le gouvernement du Tchad à introduire un moratoire officiel visant à abolir la peine de mort ».

Mme Pouilly s'est dit particulièrement déçue par cette décision, d'autant plus que le gouvernement du Tchad avait annoncé, en septembre 2014, l'adoption par le gouvernement d'un code pénal visant à abolir la peine de mort.

Cependant, a indiqué la porte-parole, le 30 juillet 2015, l'Assemblée nationale du Tchad a adopté une nouvelle loi sur le terrorisme réintroduisant la peine de mort.

Le HCDH a également exprimé son inquiétude face à la rapidité avec laquelle l'exécution des dix personnes en question a eu lieu et a souligné que tout procès susceptible de mener à une condamnation à la peine capitale doit respecter rigoureusement le principe d'équité dans la conduite du procès.

« Nous appelons également les autorités tchadiennes à revoir la loi anti-terroriste adoptée en juillet, car la définition du terrorisme semble très vague et en contradiction avec les principes de la légalité, et par conséquent, de nombreuses personnes risquent d'être exécutées », a dit Mme. Pouilly.

Libye : l'envoyé de l'ONU annonce des résultats « tangibles » en faveur d'un accord politique



2 septembre - Des résultats « tangibles » ont été obtenus en faveur d'un accord politique en Libye, a salué mardi soir le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour ce pays, Bernardino León, tout en ajoutant que des solutions concrètes ne seront envisagées qu'une fois l'adoption finale de l'accord par l'ensemble des parties.

Lors d'une conférence de presse à Istanbul, en Turquie, suite à une réunion avec une délégation du Congrès national général (CNG), le chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a qualifié son entretien avec le CGN de « discussion très franche

et très ouverte ».

« Nous avons discuté des différents éléments, différentes remarques, différents commentaires – dans certains cas des différences – et des possibilités ou des différentes façons dont la MANUL propose de répondre à ces différences », a déclaré M. León.

Cela fait sept mois que la MANUL a lancé un processus de dialogue politique inter-libyen dans l'espoir de trouver une solution pacifique au conflit.

La semaine dernière, le CNG n'avait pas assisté au dernier cycle de pourparlers de paix inter-libyens organisé sous l'égide du

Représentant spécial jeudi 27 août à Skhirat, au Maroc, une décision motivée, selon le CNG, par le besoin de réorganiser son équipe de négociation après la démission de deux de ses membres.

« Ceci est la première rencontre avec un nombre important de membres [du CNG] dans un contexte plus ouvert et c'est une formule qui devrait se renouveler », a souhaité M. León.

L'émissaire de l'ONU a également ajouté qu'il encourage les membres CNG à continuer de prendre part aux négociations pour trouver une solution dès que possible au conflit libyen.

Il a expliqué que, même si un projet d'accord a été paraphé par certaines parties le 12 juillet dernier, l'accord ne sera atteint que lorsque le document « aura du sens pour tout le monde et sera signé par tout le monde ».

M. León a indiqué qu'il espère la signature d'un accord final dans les deux ou trois semaines à venir, dont la mise en œuvre pourrait commencer le 20 octobre.

Un nouveau cycle de dialogue politique inter-libyen est sur le point de démarrer jeudi 3 septembre à Genève.